RCS : ANGERS
Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1978 B 40021
Numéro SIREN : 312 911 902
Nom ou dénomination : PARADE

Ce dépôt a été enregistré le 15/07/2021 sous le numéro de dépôt 11041

PARADE SAS

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE
LE 15 JUIL. 2021

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 03 JUIN 2021

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice s'élevant à 787.292,41 €uros de la façon suivante :

AFFECTATION

Réserves Diverses	787.292,41 €
Prélèvement sur Réserves diverses	1.000.000,00 €
Distribution de dividendes sur réserves	1.000.000,00 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME

FIDACO
AUDIT
EXPERTISE
CONSEIL

Florence Scoupe
Jean-Christophe Pierrès
Frédéric Ploquin
Sébastien Vialatte
Guillaume Pilat
Alban Audrain

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés

Stéphane Guémas

Expert-Comptable
Associé

ARRIVÉ AU GREFFE DE COMMERCE
LE 15 JUIL. 2021

MEMBRE ASSOCIÉ
AUDECIA

PARADE
Société par actions simplifiée au capital de 10 200 000 €
Siège social : Saint-Pierre-Montlimart Cedex,
49111 MONTREVAULT-SUR-EVRE
R.C.S : Angers 312 911 902

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

Exemplaire destiné au Greffe

CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME

4 rue Fernand Forest
BP 90825
49008 **ANGERS** CEDEX 01
+33 (0)2 41 47 01 10

Fidaco Atlantique
1 bis rue Voltaire
44000 **NANTES**
+33 (0)2 85 67 12 30

www.fidaco.com
fidaco@fidaco.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre Région Pays de Loire
Société de commissaires aux comptes Compagnie Régionale d'Angers
RC ANGERS B 303 526 966 – N° TVA intracommunautaire FR 06 303 526 966
SAS au capital de 173 600 €

PARADE
Société par actions simplifiée au capital de 10 200 000 €
Siège social : Saint-Pierre-Montlimart Cedex,
49111 MONTREVAULT-SUR-EVRE
R.C.S : Angers 312 911 902

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'associée unique de la société PARADE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PARADE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note de l'annexe relative aux stocks décrit la méthode d'évaluation et de dépréciation des éléments de stocks appartenant à votre société au 31 décembre 2020. Sur la base des fichiers de stocks audités, nous avons vérifié, par sondage, le coût d'achat d'un échantillon de matières premières et produits finis référencés dans les états de stocks.

  Les procédures d'audit que nous avons mis en œuvre ont permis de vérifier que la méthode énoncée fait l'objet d'une application appropriée.

- La méthode d'évaluation et de dépréciation des créances est présentée dans la note de l'annexe intitulée « Créances ». Nous avons mis en œuvre des diligences destinées à vérifier la bonne application de la méthode citée en annexe. Ces diligences se rapportent principalement à :

  - L'exploitation des confirmations directes des comptes clients : les réponses communiquées par les clients sondés confirment la valeur nominale des créances inscrites dans leur compte, respectif, tenu dans le livre comptable de votre société ;
  - Le contrôle de leur apurement post-clôture permet de constater que le rythme de recouvrement des créances est satisfaisant.

Les diligences ainsi mises en œuvre permettent de s'assurer que la méthode décrite en annexe fait l'objet d'une application appropriée

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associée unique de la société PARADE.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 14 mai 2021

Pour FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes

Frédéric PLOQUIN
Associé

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	155 632	29 292	126 340	15 350
Concessions,brevets et droits similaires	1 093 779	288 925	804 854	81 911
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				85 425
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	***1 249 411***	***318 217***	***931 194***	***182 685***
Terrains				
Constructions	223 948	148 087	75 861	103 771
Installations techniques, matériel	6 362 125	6 181 516	180 610	348 019
Autres immobilisations corporelles	153 833	105 092	48 741	43 543
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	1 440		1 440	
TOTAL immobilisations corporelles	***6 741 346***	***6 434 695***	***306 651***	***495 333***
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	376		376	376
TOTAL immobilisations financières	***376***		***376***	***376***
Total Actif Immobilisé (II)	***7 991 133***	***6 752 911***	***1 238 222***	***678 394***
Matières premières, approvisionnements	1 994 436		1 994 436	2 274 244
En cours de production de biens	179 479		179 479	180 234
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 174 060		1 174 060	2 293 144
Marchandises	2 986 017		2 986 017	3 964 266
TOTAL Stock	***6 333 992***		***6 333 992***	***8 711 888***
Avances et acomptes versés sur commandes	41 702		41 702	22 700
Clients et comptes rattachés	4 544 751	107 497	4 437 254	4 619 824
Autres créances	7 518 677		7 518 677	6 216 766
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***12 063 428***	***107 497***	***11 955 931***	***10 836 590***
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	364 536		364 536	298 767
TOTAL Disponibilités	***364 536***		***364 536***	***298 767***
Charges constatées d'avance	177 756		177 756	19 137
TOTAL Actif circulant (III)	***18 981 415***	***107 497***	***18 873 918***	***19 889 083***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	***26 972 548***	***6 860 408***	***20 112 140***	***20 567 477***

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 10 200 000)	10 200 000	10 200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	1 020 000	1 020 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	2 476 536	2 444 365
TOTAL Réserves	***3 496 536***	***3 464 365***
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**787 292**	**32 171**
Subventions d'investissement	9 666	
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	***14 493 494***	***13 696 536***
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques		62 000
Provisions pour charges	543 932	614 489
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	***543 932***	***676 489***
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	511 593	594 566
TOTAL Dettes financières	***511 593***	***594 566***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	170 988	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 635 070	3 183 344
Dettes fiscales et sociales	899 897	1 088 050
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32 168	58 597
Autres dettes	815 156	1 263 506
TOTAL Dettes d'exploitation	***4 553 279***	***5 593 496***
Produits constatés d'avance	9 841	6 390
TOTAL DETTES (IV)	***5 074 714***	***6 194 452***
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	***20 112 140***	***20 567 477***

Compte de résultat

Compte de résultat			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			8 614 125	497 498	9 111 623	10 515 721
Production vendue biens			11 014 088	1 823 523	12 837 611	13 454 440
Production vendue services			171 151	17 497	188 648	336 186
Chiffres d'affaires nets			***19 799 365***	***2 338 518***	***22 137 882***	***24 306 347***
Production stockée					-1 119 839	-522 755
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation					27 432	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					179 827	150 782
Autres produits					92	78
Total des produits d'exploitation (I)					***21 225 395***	***23 934 452***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					4 432 041	6 931 532
Variation de stock (marchandises)					978 250	-514 177
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					4 864 622	6 050 453
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					279 807	-615 031
Autres achats et charges externes					5 452 617	5 963 463
Impôts, taxes et versements assimilés					207 248	257 345
Salaires et traitements					2 864 173	3 543 070
Charges sociales					1 001 302	1 220 719
Dotations d'exploitation	**sur immobilisations**	Dotations aux amortissements			442 659	613 847
		Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				47 762	36 256
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				2 324	64 324
Autres charges					57 205	93 848
Total des charges d'exploitation (II)					***20 630 011***	***23 645 650***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					**595 383**	**288 802**
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)				
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés					100 154	1 828
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change					1 405	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des produits financiers (V)					***101 559***	***1 828***
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées					80 291	109 606
Différences négatives de change						1 636
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)					***80 291***	***111 243***
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					**21 268**	**-109 415**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)					**616 651**	**179 387**

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	125 745	80 586
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 487	
Reprises sur provisions et transferts de charges		30 000
Total des produits exceptionnels (VII)	***127 232***	***110 586***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	32 966	181 710
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	17	53 234
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***32 983***	***234 944***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**94 249**	**-124 358**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-76 392	22 858
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***21 454 185***	***24 046 866***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***20 666 893***	***24 014 695***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	**787 292**	**32 171**

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est 20 112 139,61 EUR et le résultat s'élève à 787 292,41 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits marquants

La pandémie du Covid qui a frappé notre pays a un impact lourd sur nos activités et notre rentabilité.

L'usine a été fermée lors du premier confinement. L'activité a été fortement affectée par le Covid : arrêt des commandes de l'industrie et du bâtiment de mars à mai (forte réduction des commandes ensuite), arrêt des commandes de la restauration & services. L'approvisionnement auprès de fournisseurs en Inde a été également perturbé avec la fermeture des usines, en raison de l'épidémie.

Les aides perçues par l'état se sont limitées aux dispositifs de chômage partiel

Les indemnités de chômage partiel que nous avons touchées (129 032 €), sont très loin de compenser la perte de marge générée par ces longues semaines de fermeture.

L'impact cash, généré par cette pandémie, reste néanmoins sous contrôle, grâce au travail important sur le BFR.

Évènement postérieur à la clôture

NEANT

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Agencements aménage. terrains, constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel outillage, installations techniques	Linéaire/Dégressif	5 ans
Moules, maquettes, formes, emportes pièces	Linéaire/Spécial	1 an
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens ou suite à des mises au rebut.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable. Elles sont directement déduites des valeurs de stocks qui sont inscrites au bilan pour leur montant net.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale

Valeur mobilières de placement

Néant

Provisions règlementées

Néant

Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 0,33 % au 30/11/2020 (Inflation comprise)
- le taux de charges sociales retenu est de 47 % pour les cadres et 33 % pour les non cadres
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 1,5%
- la table de mortalité utilisée est la table règlementaire INSEE 2019
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

Le résultat de l'exercice clos le 31 12 2020 tient compte :

- une reprise de provision d'exploitation pour 72 881€

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des évènements futurs rendraient probables

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant

Engagements de garantie donnés

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les Couvertures à Terme réalisées sur le Dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant , plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme

Au 31 Décembre 2020 , les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2020 , relatives aux achats des produits chaussures et vêtements sont de :

- 1 700 000 USD pour les produits de la saison ETE 2021
- 1 500 000 USD pour les produits de la saison HIVER 2021

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.

Intégration fiscale

Notre société a depuis le 1er janvier 2011 opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société PARADE dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société PARADE a comptabilisé une redevance d'intégration fiscale de 123 686 €, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'un crédit impôt recherche de 200 000 € et d'un crédit impôt famille de 78 €

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		17 517		138 115
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		371 165		763 617
Terrains				
Constructions	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	252 995		0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		7 147 694		67 416
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	12 445		30 948
	Matériel de transport	3 177		
	Matériel de bureau et mobilier informatique	118 311		968
	Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				1 440
TOTAL (III)		*7 534 622*		*100 772*
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		376		
TOTAL (IV)		*376*		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		*7 923 680*		*1 002 503*

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)				155 632	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			41 002	1 093 779	
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		29 047	223 948	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			852 985	6 362 125	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			43 393	
	Matériel de transport		3 177		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		8 839	110 440	
	Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				1 440	
TOTAL (III)			*894 048*	*6 741 346*	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières				376	
TOTAL (IV)				*376*	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			*935 050*	*7 991 133*	

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		2 167	27 125		29 292
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		203 829	126 098	41 002	288 925
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	149 224	27 910	29 047	148 087
Installations techniques, matériels et outillages		6 799 675	234 826	852 985	6 181 516
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	6 287	7 544		13 831
	Matériel de transport	3 177		3 177	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	80 926	19 174	8 839	91 261
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		*7 039 289*	*289 454*	*894 048*	*6 434 695*
TOTAL GENERAL (I + II + III)		*7 245 286*	*442 676*	*935 050*	*6 752 911*

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							

Cadre C	Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	62 000		62 000	
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	614 489	2 324	72 881	543 932
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	***676 489***	***2 324***	***134 881***	***543 932***
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	97 029	47 762	37 294	107 497
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	***97 029***	***47 762***	***37 294***	***107 497***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***773 518***	***50 086***	***172 175***	***651 429***
Dont dotations et reprises d'exploitation		50 086	172 175	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		376		376
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		*376*		*376*
Clients douteux ou litigieux		126 945	126 945	
Autres créances clients		4 417 806	4 417 806	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép ant constitués.			
Personnel et comptes rattachés		1 303	1 303	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	176 318	176 318	
	Autres impôts	18 226	18 226	
	Etat - divers			
Groupes et associés		7 284 970	7 284 970	
Débiteurs divers		79 562	79 562	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		*12 105 131*	*12 105 131*	
Charges constatées d'avance		177 756	177 756	
TOTAL DES CREANCES		*12 283 263*	*12 282 887*	*376*
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		511 593	149 668	361 925	
Fournisseurs et comptes rattachés		2 635 070	2 635 070		
Personnel et comptes rattachés		326 789	326 789		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		206 302	206 302		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	287 425	287 425		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	79 382	79 382		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		32 168	32 168		
Groupes et associés		12 849	12 849		
Autres dettes		973 296	973 296		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		9 841	9 841		
TOTAL DES DETTES		*5 074 714*	*4 712 788*	*361 925*	
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice		77 231			

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2020	31/12/2019
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement	9 666	
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**9 666**	
Total passif d'impôt futur	**2 796**	
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	543 932	614 489
Participation des salariés		
Autres charges non déductibles temporairement	4 727	11 294
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**548 659**	**625 783**
Total actif d'impôt futur	**153 625**	**175 219**
Situation nette	**156 420**	**175 219**

(1) Taux d'impôt :	*28,92*	*28,92*
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	*28,00*	*28,00*
Contribution sociale sur l'impôt :	*3,30*	*3,30*
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :		

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	3 868
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	170 988
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	712 741
Dettes fiscales et sociales	314 656
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	801 178
Total	**2 003 432**

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	
Autres créances	36 731
Disponibilités	
Total	**36 731**

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	177 523		
CCA FRAIS DE DEPLACEMENT	233		
TOTAL	***177 756***		

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
TOTAL			

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2020	Valeur nominale
Actions ordinaires	10200			**10 200**	1000
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	**10 200**			**10 200**	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	9 111 623	10 515 721	-13,35%
Production vendue biens	12 837 611	13 454 440	-4,58%
Production vendue services	188 648	336 186	-43,89%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	19 799 365	21 211 358	-6,66%
Chiffres d'affaires nets-Export	2 338 518	3 094 990	-24,44%
Chiffres d'affaires nets	***22 137 882***	***24 306 347***	***-8,92%***

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	616 651	107 288
Résultat exceptionnel	94 249	16 398
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	***710 900***	***123 686,00***

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
CSPE 2017-2018	24 048	
AUTRES	4 239	2 898
ECARTS REGLEMENTS	4 696	5 051
QUOTE PART SUBVENTION		1 487
ECART STOCK		75 864
SOLDE TA 2019		23 006
LITIGES DIVERS		10 000
SOLDE FORMATION		8 926
TOTAL	***32 983***	***127 232***

Effectifs

	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
Effectif	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	17	19			17	19
Agents de maîtrise assimilés cadres						
Agents de maîtrise, techniciens	25	21			25	21
Employés	16	11			16	11
Ouvriers	41	56			41	56
Autres						
TOTAL	***99***	***107***			***99***	***107***

L'effectif moyen du personnel est de : 99,00.

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL										

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siègle social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	98%

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes